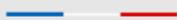


# Le grand **débat national**



## Démocratie & Citoyenneté

**VACQUIERS – 15/02/2019**

***ORGANISEE PAR L'ASSOCIATION « AVENIR CITOYEN DU FRONTONNAIS »***

### **Compte rendu du débat**

PARTICIPANTS : 30 personnes principalement de Vacquiers

#### **RESUME**

##### **Les SUJETS ABORDES :**

- Démocratie française forte par rapport aux autres pays dans le monde, laïcité, devoirs de vote des citoyens, mais problème de l'influence des lobbies, désinvestissement citoyen, forte abstention
- Mouvement des gilets jaunes, crise démocratique, sociale, inégalités, abandon des territoires ruraux, sentiment d'une partie de la population de ne pas être représentée, entendue, prise en compte, paupérisation globale qui passe par le désengagement des services publics dans les territoires ruraux
- Exemplarité/représentativité : évasion fiscale, exercice du pouvoir en haut lieu pour des intérêts privés, entraînant une difficulté à comprendre les décisions gouvernementales

- Evolution des pouvoirs, passage au quinquennat, concordance des élections présidentielles et législatives, affaiblissement des contre-pouvoirs
- Responsabilité des médias, flou médiatique, difficultés de disposer des bonnes informations
- Dialogue difficile, incompréhension, Rupture entre terrain et dirigeants du pays
- Rôle de l'éducation à la citoyenneté, respect des signes de la république, de la démocratie, laïcité, droits et devoirs du citoyen, crise de la citoyenneté
- Crise de la solidarité et de l'empathie, individualisation de la société, consommateurs
- Défaut d'information, mais logique de communication
- Abstention, question de l'obligation de vote, de la reconnaissance du vote blanc et nul, du système d'élection au suffrage universel, proportionnelle
- Question du rôle du député et des moyens qui sont mis à sa disposition pour bien faire son travail, efficacité du système ? quel temps alloué pour faire marcher la démocratie ? question du cumul des mandats
- Système de solidarité sociale doit être conservé mais amélioré
- Question du revenu universel pour que tout le monde ait le minimum pour vivre

#### **Les SOLUTIONS PROPOSEES :**

- Reconnaissance du vote blanc semble unanime, mais la façon dont il doit être utilisé doit être débattue à l'échelle nationale
- Tester d'autres types de scrutin sur certaines élections
- Retour à la proportionnelle
- Revenir au septennat (présidentiel)
- Décorréliser les présidentielles et les législatives
- L'Assemblée Nationale ne devrait-elle pas faire le bilan de toutes ses couches, et surtout de leurs droits et devoirs, et organiser une décentralisation efficace et claire où les interlocuteurs seront clairement définis et responsables de leurs choix
- Interdire le lobbying
- Interdire le recours aux ordonnances
- Tirer au sort les membres du Sénat et limiter le mandat à 1 an
- Réorganiser le scrutin afin de garantir une représentativité sociale de l'assemblée (% de chômeurs, d'ouvriers, d'artisans, de cadres supérieurs, ...).
- Le recrutement à l'ENA avec des places réservées à différents milieux sociaux (monde ouvrier, chômeur, ...)
- Ne faudrait-il pas rendre obligatoire la syndication ?
- Revoir le financement des syndicats : ils doivent être indépendants
- Création d'un comité d'éthique des médias
- Interdire les sondages moins de 3 mois avant l'élection
- Création de conseils citoyens (bénévoles ? Volontaires ? Tirage au sort ?) qui d'une certaine façon donnerait le « pouls » du territoire.
- Nécessité pour les citoyens de s'investir dans la vie de la commune, participer à des conseils municipaux, d'intercommunalité, se renseigner sur les rôles et missions des élus aux différents niveaux. C'est finalement la question de l'éducation civique citoyenne qui est posée.
- Pas de recul de l'âge de la retraite, pas d'augmentation de l'horaire de travail hebdomadaire pour que les gens puissent donner davantage de temps aux institutions locales

## **1/ INTRODUCTION : Fait-on aujourd'hui le constat d'une crise démocratique ?**

### **Ce qui pourrait nous faire penser à une crise démocratique :**

- Abstention en hausse, marqueur d'une désillusion ?
- Sentiment d'abandon et de confiscation du pouvoir ?
- Inégalités qui se creusent entre les élites et les citoyens
- Défaut de représentativité par rapport aux tendances politiques non majoritaires
- Défaut de dialogue ?
- Crise de confiance envers les politiques (élus, institutions), les médias
- Sentiment d'impuissance citoyenne ?
- ...

### **Débat en plénière**

*Ce qui suit est la prise de note de tout ce qui a été évoqué lors de cet échange. Chaque passage à la ligne correspond à une nouvelle idée ou prise de parole.*

Bonne nouvelle : **La démocratie vit encore en France**, contrairement à d'autres pays. Mais il y a des choses qui marchent, d'autres qui ne marchent pas

**La démocratie est attaquée actuellement, par le mouvement des gilets jaunes.** Ce qui se montre actuellement (à la télévision) n'est pas de l'expression mais de la guerre, de la violence, anti-démocratique

Attention, **il ne faut pas généraliser car il y a des violences des 2 côtés**

Le mouvement est parti de choses qui n'allaient pas, ce n'est pas lui qui est remis en cause, mais maintenant cela va trop loin car des personnes se sont emparées du mouvement pour laisser aller leur haine. On ne comprend pas au nom de quoi cette haine

Le terrain montre d'autres choses : énormément de **gens sont en très grande difficulté** (salaires gelés, fins de mois difficiles, SDF salariés, ...). Les gens sont descendus dans la rue parce qu'ils en ont ras-le-bol. Constat dans les manifestations : pas de gens violents mais des gens qui avaient envie de discuter. Témoignage de gazage et de coups reçus dans des manifs a priori pacifiques

**Les médias ont une grande responsabilité** car ils choisissent ce qu'ils veulent montrer. A nous de choisir ce que l'on reçoit. Question de l'interprétation de ce qui est montré...

On est bien en démocratie : notre avis est demandé au moins 6 fois en 5 ans par le moyen du vote

On vit aujourd'hui le refus des résultats d'il y a un an. Des hommes politiques français refusent la démocratie et la manipulent. La crise démocratique est la conséquence de tout cela, depuis le début du mouvement des gilets jaunes. Aujourd'hui, ce mouvement nous attaque dans notre vie de démocrate. Il nous empêche de travailler, de vivre.

**Ce discours cristallise bien le problème de l'incompréhension.** Pour reprendre la genèse du mouvement : pourquoi ces gens en sont venus là : parce que ces gens ne se sentent plus représentés. Ils ne sont pas là pour remettre en cause le pouvoir mais ce qui est fait par le pouvoir.

Posons-nous la question de ce que dit la forte abstention aujourd'hui qui est un vrai problème pour la démocratie ?

La crise des gilets jaunes n'est qu'un révélateur actuel. La crise date de beaucoup plus longtemps : rupture entre les territoires, milieu rural délaissé (infrastructures, transports en commun...) pose un problème démocratique du fait des **inégalités** de traitement et de moyens **entre les citoyens du monde rural et du monde urbain**. Mais aussi **inégalités entre les classes**

Le problème trouve une partie de son origine dans l'éducation : **on a oublié le respect des autres et de ce qu'ils pensent** (loi 1905 loi sur la laïcité), **violence de l'écart des revenus des ménages avec les grands dirigeants**

Choqué par les agressions sur l'Arc de Triomphe, les bâtiments publics... cela est inadmissible. Problème de la récupération par des mouvements politiques

**C'est grâce aux gilets jaunes qu'il y a ce débat**. Il y a **une partie de la population** qui **ne s'est pas sentie représentée**, et cet air frais qui souffle sur la France il faut en profiter pour en faire quelque chose de créatif

Un grand nombre de personnes se sont regroupées spontanément au début des manifestations. Les agriculteurs aussi dans leurs manifestations ont aussi montré des formes de violences. Ce n'est pas nouveau...

Se sont des gens qui sont à bout et qui souffrent pour arriver à de telles violences

L'étincelle du mouvement des gilets jaunes : 80 km/h (« décision parisienne ») + augmentation du gasoil. Ça a touché entre autres une catégorie de personnes qui étaient déjà dans la « mouise ». En plus de cela, ces gens « au ras des pâquerettes » sont ceux sur qui les sanctions tombent en rapport avec des grosses fortunes des grands dirigeants qui ne sont pas inquiétés

**Paupérisation globale et notamment des services publics qui touchent tout le monde et notamment les milieux ruraux**. Et parallèlement, **l'évasion fiscale est choquante**. C'est peut-être un choix de vie, mais c'est aussi et surtout un choix de société.

**Les 80 km/h, c'est un acte citoyen qui permet de réduire la pollution** (cf. *Débat transition écologique*)

On devrait plutôt parler de **crise sociale**

Peut-on dire qu'il y a une crise démocratique parce qu'on n'est pas d'accord avec le résultat des élections ou les actions du gouvernement ?

Manifs : gilets jaunes, loi travail, démantèlement SNCF, EPAH, hôpitaux, fonctionnaires, retraités, ... mais on ne se sent pas concernés par les mouvements des autres. On manifeste « pour sa gueule » => **Crise de la solidarité et de l'empathie**

**Evolution = individualisation de la société**, par la technologie (télévision, smartphones, ...). Cette individualisation se retrouve aussi dans la démocratie

Parti d'une crise sociale (taxe qui a pénalisé les plus pauvres et fragiles), a amené à une crise démocratique. On ne parle pas des corps intermédiaires, les syndicats, qui ont disparu. On ne peut pas remettre en cause les résultats des élections car les corps intermédiaires ont été élus.

**Qu'est ce qui fait société, de façon collective ?**

**Aujourd'hui on n'informe pas, on ne fait que de la communication**

Utilise-t-on tout ce qui est à notre disposition pour se faire respecter, entendre ? Les gens participent-ils aux associations, aux conseils municipaux ? Ils pourraient s'y exprimer. Nous les citoyens on ne fait peut-être pas tout ce qu'il faut.

C'est à chacun d'aller chercher l'information et ne pas gober tout ce qui se dit

**Pour que la démocratie vive, il faut la faire vivre, on a des droits et des devoirs**

**Crise de la citoyenneté**

**Qu'est-ce qui se cache derrière l'abstention** : ceux qui s'en foutent, ceux qui votent blanc ou nul mais le vote compte pareil. Ces derniers (nombreux) ne sont pas représentés

**Est-ce qu'il faut rendre le vote obligatoire ?**

Par rapport aux autres pays du monde, on a une très belle démocratie

La plupart des gens prennent leurs droits mais n'assument pas leurs devoirs. Pourquoi pas rendre le vote obligatoire ? Et comptabiliser les bulletins blancs et **reconnaitre le vote blanc ? le vote nul ?**

Une partie importante de jeunes ne votent plus. On n'a plus voulu au sein de l'école parler de culture de la république, démocratie, fait que **les jeunes ne se sentent plus concernés par la vie démocratique**

Non il n'y a jamais autant d'heures d'éducation civique dans le système scolaire qu'aujourd'hui, mais on se demande ce que les élèves en ont retenu (problème d'éducation des élèves ?)

On est en **démocratie** en France mais elle est **confisquée par la présence de lobbies au niveau de parlements**. Les représentants ne les représentent plus mais représentent des intérêts à un très haut niveau. Notre démocratie est hypocrite, dévoyée

**Être citoyen c'est faire partie de la cité : est-ce que les gens ont envie aujourd'hui de la faire vivre, en restant chacun chez soi ?** Dans le monde complexe actuel, si on n'a pas un esprit critique aiguisé, compliqué d'avoir une vision globale des choses et de ne pas finalement se renfermer sur soi et son individualisme

**Evolution des pouvoirs, passage au quinquennat, concordance des élections présidentielles et législatives** : le pouvoir législatif, le conseil constitutionnel avaient un contre-pouvoir ce qui n'est plus le cas actuellement. Ces **assemblées** sont aujourd'hui **affaiblies**. Ne devrait-on pas essayer de faire évoluer cela au niveau de l'état ?

Historiquement, le citoyen était celui qui votait, mais initialement c'étaient ceux qui avaient du bien qui avaient le droit de voter.

Les amendes existent déjà pour les grands électeurs (100€)

Démocratie française va avec laïcité

Elus « tous pourris » : question de représentativité des personnes pour lesquelles on vote, qui passe par l'exemplarité => **problème d'exemplarité des élus de haut niveau**

**Référendum sur Maastricht : déni de démocratie**

Ça suffit de traiter les élus de moins que rien alors qu'ils travaillent beaucoup pour la communauté. Alors qu'on idolâtre des footballeurs qui gagnent des sommes choquantes

Ce sentiment ne s'applique pas aux élus locaux mais aux politiques du haut

Si on n'est pas d'accord avec les actions des élus, on ne les réélit pas aux prochaines élections. C'est ça la démocratie

Mais doit-on attendre 4 ou 5 ans si les actions engagées sont largement refusées, contraires aux intérêts de la communauté ?

Problème de jeter avant de laisser le temps de faire

**Problème du vote sanction**, on ne vote pas pour le sujet sur lequel on devrait d'exprimer, ça pousse à tout mélanger et **ne pas vraiment nous exprimer**

Les élus qui nous représentent ne sont pas assez payés par rapport au travail qu'ils font pour nous

## 2/ DEBAT EN PLENIERE : Analyse des causes, pourquoi/comment en est-on arrivés là ?

**Distance entre députés et le terrain** : il faudrait que les députés soient 3 jours sur le terrain et 3 jours à l'assemblée. Même s'ils étaient pleins de bonne volonté, ils se sont déconnectés. S'ils étaient moins déconnectés, ils pourraient expliquer ce qui pose problème

Mouvement gilets jaunes : manque d'argent pour pouvoir vivre et profiter de loisirs comme tout le monde (paradoxal, question des vrais besoins et des besoins superflus, légitimité de leur demande ?)

Attention le problème est plus complexe que ça : Dans le mouvement, il y a aussi des gens qui sont réellement en manque d'argent pour survivre, en grande précarité. **Il faut garder le système de solidarité sociale et améliorer ce qui ne marche pas**

Aujourd'hui on ne peut plus vivre de son travail / Et parallèlement des gens qui ne travaillent pas ont les mêmes revenus que ceux qui travaillent

=> **qu'est-ce que le minimum pour vivre aujourd'hui ?** Le **revenu universel** c'est donner à tout un chacun le minimum pour vivre, qui a amené une amélioration au niveau de la santé et de la citoyenneté là où cela a été mis en place

Rupture entre la base et le terrain : **les nouveaux élus LREM notamment ne savent pas comment fonctionne le terrain**

**Les aides sociales ne fonctionnent pas toujours comme il faut** : ce n'est pas normal qu'il y ait de la précarité alors que la France est le pays où il y a le plus d'aides sociales par tête

57% des Français ne payent pas d'impôt sur le revenu

**Question de la séparation des pouvoirs** : le président est élu et le calendrier est tel que l'assemblée suit. Pose la question du contrôle du pouvoir. Qu'est-ce qui définit le contrôle du pouvoir ? Le garde-fou du pouvoir est la Constitution. Qui peut changer la Constitution c'est le pouvoir. Le pouvoir peut choisir comment il est contrôlé. Quelles modifications pourrait-on apporter à notre Constitution ?

**Quid du système majoritaire ?** Les gens ne se retrouvent pas car le gouvernement a été élu par une minorité, cela crée une **majorité de mécontents**. Le Parlement n'a plus de pouvoir car avec le quinquennat, l'assemblée est élue en même temps et suit le président. Mais dans d'autres pays, difficultés à former un gouvernement

La cour des comptes est un garde-fou restant de la République mais ne fonctionne pas

Il est regrettable que les rapports de la Cour des comptes ne soient pas contraignants / Attention, **logique comptable qui peut pousser à la prise de décisions aberrantes (cause de la désertification rurale des services public...)**

Les contre-pouvoirs ont existé mais ont tout fait pour que rien ne marche. Ils peuvent être stériles. D'accord pour une opposition constructive

Si pas de contre-pouvoir, risque que l'homme politique ne travaille plus que pour lui et pas pour la communauté

Il y a des cas où on se demande pourquoi les gens continuent à voter pour des pourris reconnus (ex Balkani).

### **La proportionnelle pourrait être intéressante**

Intérêt général quand on représente les gens versus risque de vouloir servir un intérêt privé

**Question des moyens mis à la disposition des députés** pour étudier les textes de lois. **S'ils n'ont pas les moyens, ils sont sensibles à l'influence des lobbies** ou autres, corruption involontaire et inconsciente. Ce n'est pas la bonne ou mauvaise fois qu'il faut remettre en question mais la pression forte à ce niveau là et les moyens pour faire le travail de façon indépendante

**Au niveau de certains députés** : intérêts partisans ? pose un problème d'exemplarité. **L'intérêt partisan prend le pas sur l'intérêt général**

Taux d'absentéisme au moment du vote des lois pose la **question de l'efficacité du système** ou de la volonté des députés

**Méconnaissance du fonctionnement de l'AN** : temps pour le vote des lois, les discussions des lois, les commissions... qui se chevauchent car le calendrier se resserre. Question du calendrier : a-t-il le temps de bien faire son travail ? **Quel temps laisse-t-on à la démocratie ?**

**Connait-on la mission, le rôle du député ? A-t-il les moyens de tenir ce rôle ?**

**Est-ce quand on cumule les mandats on a le temps de tout faire ?**

Problème de la déconnexion du terrain : ceux qui sont les plus connectés sont ceux qui ont suivi un parcours de terrain et ont un réseau, puis sont montés

Opposition garant de la démocratie ?

### **3/ TRAVAIL EN GROUPES**

**Trouvons des solutions et pistes d'amélioration : (débat en groupes puis restitution)**

Sujets proposés :

- Retrouver la confiance dans le système démocratique
- Doit-on faire évoluer nos institutions et comment ?
- Être un citoyen acteur / Participation citoyenne

### **Synthèse des propositions groupe 1**

1-Reconnaître le vote blanc : il a semblé évident à tous les participants que c'était un indispensable. Évidemment, la question de sa prise en compte est plus complexe, notamment à partir de quel taux une élection est invalidée ? Taux adapté aux types d'élections ? Si plus de 50 %, on revote ? Avec quels candidats ?

[commentaire de Rodolphe en faisant la synthèse : cette question très complexe devrait être discutée à l'Assemblée Nationale, l'occasion d'engager un débat national à ce sujet. ]

### **Proposition**

Notifier que la prise en compte du vote blanc semble unanime, mais la façon dont il doit être utilisé doit être débattue à l'échelle nationale

### 2-Type de suffrage pour les élections, notamment les élections présidentielles.

Le suffrage universel est-il pertinent ? Les avis sont partagés :

- On doit faire confiance aux électeurs pour choisir en toute connaissance de cause
- Le président personnifie l'image de la France, image légitime à choisir et légitimée par le suffrage universel
- Combien de personnes ont lu le programme du candidat pour lequel il vote ? L'image ne supplante-elle pas le politique ?

Peut-être pourrait-on tester d'autres modes de scrutin : un exemple, le scrutin par points. L'électeur attribue des points à chaque candidat (20 pts pour son « préféré », 15 pour le suivant, etc en réduisant) ; le vainqueur serait celui qui obtiendrait le plus de points. Potentiellement le candidat du compromis. Autre type de scrutin ? Grands électeurs ? ....

### **Proposition**

Tester d'autres types de scrutin sur certaines élections ?

3-Réviser le calendrier électoral : l'élection présidentielle et les élections législatives doivent être décorrélées à nouveau ; le quinquennat paraît à l'ensemble des participants une erreur : retour au septennat. Le peuple pourra de nouveau s'exprimer plus régulièrement, à échéance plus « acceptable ». Les cohabitations ont plutôt laissé des souvenirs positifs et paradoxalement constructifs.

### **Propositions**

Revenir au septennat (présidentiel)

Décorréliser les présidentielles et les législatives

4-L'assemblée nationale est-elle représentative de la population ? Clairement, toutes les couches de la population n'y sont pas représentées en proportion...

La question des hauts fonctionnaires a aussi été posée : ces hommes de l'ombre sortis souvent du même moule ont servi les politiques de tout bord, inamovibles mandats après mandats pour certains. Comment sont-ils recrutés et surtout, représentent-ils toute la population ?

### **Propositions**

Réorganiser le scrutin afin de garantir une représentativité sociale de l'assemblée (% de chômeurs, d'ouvriers, d'artisans, de cadres supérieurs, ...).

Le recrutement à l'ENA avec des places réservées à différents milieux sociaux (monde ouvrier, chômeur, ...)

5-Corps représentatif : La discussion a été vive autour du corps représentatif que sont (ou ne sont plus)

les syndicats. Les avis ont divergé. Certains ont dénoncé leur manque « historique » de constructivité qui a conduit à leur perte actuelle. La CFDT à l'image « progressiste » devenue premier syndicat de France illustrant l'attente potentielle des salariés à négocier plutôt qu'à engager coûte que coûte le bras de fer. Un participant a cependant fait remarquer que la CGT était le syndicat qui signait le plus d'accords à l'échelle nationale.

Il a aussi été signalé que les syndicats étaient la représentation de ces membres... et qu'à l'image du désengagement citoyen plus global, le manque d'investissement des salariés à ce niveau ne permet pas la représentativité. Aussi se prive-t-on peut-être d'un outil représentatif. La question de l'obligation de se syndiquer est alors posée, forçant les salariés à se positionner. Les courants majoritaires sont alors identifiables, identifiés, et légitimes pour représenter les salariés (exemple du poids des syndicats en Allemagne).

La question du financement des syndicats pose aussi question : la nécessité de leur indépendance financière a paru une évidence aux participants (indépendance à laquelle répond l'obligation de se syndiquer).

### **Proposition**

Ne faudrait-il pas rendre obligatoire la syndication ?

Revoir le financement des syndicats : ils doivent être indépendants

6-Création de conseils citoyens (municipaux ? Intercommunaux ? ) : Ils viendraient assister les élus afin de garantir la connexion avec les territoires : les députés ne peuvent représenter personne sans un réseau local sur lequel s'appuyer.

### **Proposition**

Création de conseils citoyens (bénévoles ? Volontaires ? Tirage au sort ?) qui d'une certaine façon donnerait le « pouls » du territoire.

7-Il est aussi ressorti de la discussion la nécessité pour les citoyens de s'investir dans la vie de la commune, participer à des conseils municipaux, d'intercommunalité, se renseigner sur les rôles et missions des élus aux différents niveaux. C'est finalement la question de l'éducation civique citoyenne qui est posée.

### **Proposition**

Aucune, sinon se prendre en main individuellement, et pourquoi pas collectivement à travers des échanges comme ceux que l'on a eu (organisation de réunion : qu'est-ce qu'un député ? Un maire ? L'intercommunalité ?)

8-La question des nombreuses tranches administratives a été discutée rapidement, avec ce questionnement : sont-elles trop nombreuses ? La commune a-t-elle un sens avec l'intercommunalité ? Plus généralement, c'est la question de la décentralisation qui est posée, avec des structures administratives en place, mais sans la définition claire de qui décide de quoi, et de qui paie pour chaque strate... sorte de décentralisation inachevée, pourtant indispensable à une démocratie plus proche des citoyens.

### **Proposition**

L'assemblée Nationale ne devrait-elle pas faire le bilan de toutes ses couches, et surtout de leurs droits et devoirs, et organiser une décentralisation efficace et claire où les interlocuteurs seront clairement définis et responsables de leurs choix.

## Synthèse des propositions groupe 2

Premier thème : retrouver la confiance dans le système démocratique.

### 1-Problème de légitimité

% de voix par rapport au nombre d'élus (exemples 8M de votant pour LREM en fonction des 380 sièges à l'assemblée)

2-Reconnaissance du vote blanc, c'est une expression de désaccord, comment le rendre légitime, comment le comptabiliser, pourquoi à ce jour n'est-il pas pris en compte ? Et si on le comptabilise qu'est-ce qu'on fait s'il est compté et surtout s'il est majoritaire ? On recommence mais avec qui ? Les mêmes ? des nouveaux ? combien de temps est ce que ça dure ?

### 3-Problème de représentativité et de transparence.

N'est-ce pas un retour nécessaire à la proportionnelle ?

Ne peut-on mettre en place un autre système de vote à plusieurs noms avec un système de choix qui sur un tour établirait un classement pour certaines élections comme les présidentielles ou législatives : exemple 1°choix, 2°choix, 3°choix.... Il semble que certaines démocraties aient mis en place ce système (pas d'exemple donné)

### 4-Confiance dans les élus.

Problème de traçabilité du travail fait par les élus, quel moyen, comment contrôler le lobbying, ne faut-il pas l'interdire mais aussi interdire le recours aux ordonnances.

## Deuxième sujet : Doit-on faire évoluer nos institutions et comment ?

5-Ne faut-il pas supprimer l'alignement des législatives et les présidentielles et revenir au septennat, la cohabitation n'est-elle pas un mal nécessaire. C'est une évolution de nos institutions

## Troisième sujet : Il faut être plus citoyen acteur et moins citoyen consommateur.

6-La nécessité du Sénat se justifie comme un contre-pouvoir mais pourquoi pas les tirer au sort avec un seul mandat.

7-Confiance aux médias ? Pourquoi pas un comité d'éthique ? par qui ? Comment ?

Interdire les sondages au moins mois avant les élections.

### 8-Citoyenneté.

Pas de recul de l'âge de la retraite, pas d'augmentation de l'horaire de travail hebdomadaire pour que les gens puissent donner davantage de temps aux institutions locales.

Pour plus d'action citoyenne organisée dans les communes, dans les assos, avec des actions participatives de style garage participatif, magasins communautaires, bibliothèque, bar associatif etc.. pour améliorer le vivre ensemble et le respect.

En résumé la citoyenneté c'est l'investissement de tous.